

Vendredi 31 janvier 2014

Développement durable: la Fnaqpa lance une Recherche-action dans 15 Ehpad et Ssiad

PARIS, 31 janvier 2014 (APM) - La Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (**Fnaqpa**) a annoncé jeudi lors d'une conférence de presse le lancement d'une recherche-action dans 13 établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) et deux services de soins infirmiers à domicile (Ssiad) sur les thèmes du développement durable et de la responsabilité sociétale.

Cette recherche-action, baptisée **Add'âge** (action développement durable au service du grand âge), qui dure 26 mois, bénéficie d'un budget de 950.785 euros, financé à 80% par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) sur sa section VI "recherche et innovation", et à 20% par le groupement d'intérêt économique (GIE) des régimes de retraite complémentaire des salariés du secteur privé Agirc-Arrco, dont cinq Ehpad participent à cette recherche-action.

"Il y a eu des réflexions au sein de la **Fnaqpa** sur les obligations réglementaires du champ médico-social dans le cadre des Grenelle de l'environnement I et II, et en même temps, nous nous sommes rendus compte que ces questions de développement durable et de responsabilité sociétale étaient en phase avec les préoccupations de nos adhérents, que les trois piliers du développement durable que sont les volets écologique, social et économique sont totalement présents dans la vie des établissements et services pour personnes âgées", a expliqué **Didier Sapy**, directeur de la **Fnaqpa**.

Présent à la conférence de presse, Xavier Dupont, directeur des établissements et services médico-sociaux de la CNSA, a indiqué que la caisse avait apporté son soutien à cette initiative car "elle est à la fois concrète, transversale -[elle] ne traite pas uniquement les questions de bâti, d'investissement, pas seulement les métiers, etc."- mais également pour son caractère "d'anticipation" et sa possible transférabilité.

Anne Saint-Laurent, directrice de l'action sociale de l'Agirc-Arrco, a confirmé qu'il s'agit "d'arriver in fine [...] à des objectifs qui pourront être reproduits [...], des expériences qui fassent avancer le secteur".

Isabelle Bargès, directrice de la qualité de la **Fnaqpa**, en charge du projet, a listé les questions auxquelles cette recherche-action est censée répondre. "En quoi les principes qui tournent autour du développement durable et de la responsabilité sociale seraient-ils susceptibles d'impacter le management et la gestion des établissements et services de soins à domicile pour personnes âgées ? Comment les directeurs pourraient-ils s'en saisir? Comment ces principes pourraient amener une autre façon de gouverner ces établissements et services, de positionner la personne

âgée non pas seulement comme utilisatrice de services, résidente, ou personne malade, mais comme citoyenne? Comment associer les salariés pour qu'ils soient un peu plus engagés [...] au regard de leurs pratiques professionnelles?"

TRAVAILLER SUR DE NOUVELLES LOGIQUES DE GOUVERNANCE

Demain, les établissements et services auront à imaginer de nouvelles manières d'optimiser leur façon de gérer leur budget, de nouer des partenariats, de rechercher des soutiens complémentaires, de travailler sur d'autres formes de partenariat susceptibles de développer de nouvelles activités en faveur des personnes âgées", a complété **Isabelle Bargès**.

La recherche-action se déroule en trois temps.

D'abord, une "phase exploratoire", selon les termes d'Isabelle Bargès, avec, en partenariat avec l'université de Lyon I Claude Bernard, une revue de la littérature sur ce que regroupent ces notions de développement durable et de responsabilité sociétale et "comment elles peuvent être 'recyclées' dans le secteur des personnes âgées [...] en matière de management, de gestion économique, d'ouverture vers l'extérieur, et de positionnement dans l'environnement", a résumé

la directrice de la qualité de la Fnaqpa.

Cette première phase comprend également le lancement, en septembre, d'une enquête auprès des Ehpad et Ssiad de France sur leurs représentations de ces thématiques, et une série d'auditions d'acteurs hors du champ médico-social qui se sont lancés dans la démarche.

La deuxième étape est celle de l'expérimentation dans les 15 établissements et services, situés dans trois zones géographiques: l'Ouest de l'Ile-de-France, le Centre-Est et le Sud-Est. "Nous allons leur proposer des axes de travail sur différents champs, qui donneront lieu à identification de leviers ou de freins", a expliqué **Isabelle Bargès**.

La troisième et dernière étape sera celle de la valorisation de la recherche-action, avec notamment, en novembre ou en décembre 2015, l'organisation d'un colloque, la production d'un film "qui aura suivi le pas à pas des établissements et services qui auront participé à l'expérimentation, et qui servira de support pédagogique par la suite", et la formulation de préconisations et de pistes d'évolution sur les aspects économiques, écologiques et sociaux.

"Nous n'avons pas une ambition démesurée; l'objectif n'est pas de dire 'on aurait fait tant d'économie en termes de traitement des déchets ou d'économie d'énergie', mais d'engager une réflexion pour anticiper l'avenir", a prévenu **Didier Sapy**. "L'ambition affirmée de la **Fnaqpa** est de nourrir la réflexion nationale et les politiques publiques sur de nouvelles logiques de gouvernance, une nouvelle manière d'aborder le management en améliorant la qualité de vie des personnes âgées, ce qui n'exclut pas une logique de performance économique".